

Quelques remarques contributives pour un bilan provisoire.

Une précision utile d'abord pour qu'il n'y'ait pas de faux débats. L'enjeu de ce bilan n'est pas de savoir si Tsipras a trahit ou non, question qui n'a aucune conséquence pratique utile et ne changera rien sur ce qui se passe en Grèce et en Europe, mais d'une discussion fraternelle sur les enseignements que l'on peut tirer de la séquence politique qui s'est écoulé depuis février.

Le fait est que l'accord scellé par le sommet de l'Eurogroupe de ce WE est d'une brutalité inouïe à la fois sur le plan de la radicalité néolibérale des mesures exigées, et sur le plan du transfert de souveraineté qui a tout d'un coup d'état comme cela a énormément circulé sur les réseaux sociaux.

Cette radicalité a une fonction essentiellement politique qui vise à annuler et l'élection de Syriza et le résultat du referendum et à servir d'exemple pour toutes les gauches anti-austéritaires et en premier lieu évidemment à Podemos. De ce point de vue, la brutalité de la reddition imposée à Tsipras et de l'humiliation infligée, ressemble à une exécution en place publique.

Tsipras voulait échanger l'acceptation d'un nouveau plan d'aide, assortit d'un plan d'austérité, en imaginant probablement que l'eurogroupe se contenterait des concessions qu'il avait faites, déjà très importantes avant le référendum, contre une restructuration de la dette, le maintien dans la zone Euro et implicitement la reconnaissance de sa souveraineté (l'accord n'arrête pas de le rappeler) .

Dans le document adopté, le plan d'austérité a été considérablement radicalisé par rapport aux exigences d'avant référendum: bloc de privatisations chargé de dégager un montant hallucinant et irréaliste (y compris pour le FMI) de 50 Mds, réforme des retraites, du code du travail, harmonisation au taux le plus élevé de la TVA, y compris sur les îles, annulation des lois adoptés depuis février, réforme du code civil pour diminuer les coûts de la justice, libéralisation des professions indépendantes, mécanisme de coupes budgétaires quasi automatique (dans le texte) si les projections budgétaires ne sont pas respectées (TSCG). Certains comparent ce plan et l'humiliation qu'il signifie, au traité de Versailles imposé à l'Allemagne au sortir de la première guerre mondiale : une comparaison pleine de belles promesses...

On a vu ce qu'il en est de la reconnaissance de la souveraineté. Il n'est absolument pas question de restructuration de la dette, l'obligation de remboursement intégral des créanciers est au contraire martelée, seul un rééchelonnement est évoqué et de manière tellement conditionnelle qu'on ne peut que sérieusement douter qu'elle advienne.

Le pays reste dans la zone euro mais il a été très sérieusement envisagée un grexit commandé par l'eurogroupe, il devait d'ailleurs figurer comme option dans le document final mais Tsipras a obtenu qu'il soit retiré. Mais rien ne dit pour autant que cette option ne soit plus sur la table. A ce sujet, on a vu une division profonde de l'eurogroupe entre l'Allemagne, la Finlande etc qui était pour et Hollande, soutenu par Chypre, et du bout des lèvres par l'Italie et l'Espagne qui était contre et ont eu gain de cause. Mais pas de considérations solidaires avec la Grèce là-dedans, les motifs multiples sont à chercher à la fois dans la crainte d'une déstabilisation

géopolitique dans la région proche des Balkans et de la Turquie, du fait du risque d'entraînement vers d'autres pays fragilisés de la zone euro (Espagne, Portugal, Italie), mais sans oublier pour autant les intérêts français direct qui en Grèce pour un montant de 65 Mds d'Euros. La stratégie de Tsipras depuis Février était de diviser l'Eurogroupe en cherchant à s'appuyer sur la France pour faire bouger les politiques économiques européennes, cela s'est traduit dans une victoire de Hollande, mais en infligeant une purge inouïe à la Grèce.

De ce point de vue, le désaccord ressemblait plus à une discussion animée sur la nature de la peine à appliquer au condamné : supplice de la goutte ou strangulation, ou le critère retenu relève plus de la crainte d'être éclaboussé par le sang du supplicié qu'autre chose.

C'est donc bien la stratégie suivie qui vient de subir un échec retentissant. Celle-ci a consisté selon ce qu'on a pu en voir, à croire que les institutions européennes étaient un cadre démocratique et qu'il était donc possible avec une forte légitimité démocratique doublée d'une forte volonté politique (indiscutable), en mêlant habileté tactique et arguments économiques de faire bouger le centre de gravité politique de l'UE.

De ce point de vue, quel que soit le bilan que l'on en tire, il faut reconnaître à Tsipras une ténacité et une combativité remarquable dans sa stratégie et le fait qu'il a été jusqu'au bout de ce qu'il était possible de faire et a exploité toutes les possibilités qu'il pouvait y avoir sur cette voie.

Comme cela a déjà été dit, d'emblée Tsipras a affaibli sa position, en écartant la construction d'un rapport de force avec les institutions de l'UE, par crainte de là où cela pouvait mener, en renonçant à prendre des mesures unilatérales sur le plan monétaire, budgétaire et sur la question de la dette qui aurait pu modifier ce rapport de force.

Il est indéniable que le poids économique de la Grèce et le déséquilibre asymétrique du rapport de force qui en découle rend sa position très difficile (à l'instar de Cuba vis vis des USA en 1959, toute chose égale par ailleurs). On peut penser que cette situation aurait pourtant dû inciter à utiliser pleinement toutes les rares armes dont on pouvait disposer, mais ce n'est pas le choix qui a été fait.

Comme on l'a vu, de leur côté, les institutions de l'UE, en particulier la BCE, ont exercé une pression financière maximale -totalement unilatérale- notamment par la fermeture des canaux classiques de financement des banques grecques, et sur cette voie l'argument du Grexit a largement été utilisé par les créanciers, en particulier W.Schauble en parlant de d'accident.

A l'inverse Tsipras et la délégation grec à l'eurogroupe, ont systématiquement défendu que l'option de sortie de l'euro n'était en aucun cas envisagée, qu'il n'avait pas de mandat pour ça, qu'il n'y'avait aucun plan B. Quelques semaines avant le referendum, il y'a même eu cette déclaration incroyable disant que de toute façon le retour à la drachme n'était pas possible étant donné que les presses avaient été détruites. L'argument du mandat n'était là que pour justifier ce choix car on peut estimer que le mandat sur la fin de l'austérité déterminait les moyens à mettre en œuvre, à charge du gouvernement d'expliquer et de construire une majorité sur ce que cela pouvait impliquer.

Même si les jeux ne sont pas faits : la Vouli peut encore rejeter l'accord de l'eurogroupe comme on peut l'espérer ce qui provoquerait de nouvelles élections, la démonstration est dramatique et cruelle, mais limpide, la mise en œuvre souveraine d'une politique de rupture avec l'austérité et l'UE implique une confrontation politique avec les institutions de l'UE et la mise en œuvre immédiate de mesures unilatérales qui désobeissent aux Traités : contrôle des capitaux, défaut sur la dette ... C'est ce que dit E ! depuis un moment. Mais ce que nous savons maintenant c'est que mener une telle politique de façon décidée et pouvoir en déployer pleinement tous les effets pour modifier le rapport de force et faire bouger l'adversaire implique de se préparer méthodiquement à une sortie ordonnée de l'Euro à la fois du point de vue politique et économique, et au retour à une monnaie nationale pour amortir au maximum le choc économique et social qui peut en résulter.

Il ne s'agit en rien de faire de la sortie de l'euro l'alpha et l'oméga de toute politique de rupture mais de comprendre que l'Euro et les institutions que le gère sont un concentré du néolibéralisme européen et que donc, construire un rapport de force pour imposer une politique anti-austéritaire suppose de construire autant que possible son indépendance vis à vis du maintien ou non dans la zone euro. Cela suppose donc une campagne politique autour de cette question pour préparer l'opinion à cette éventualité et ne pas rester prisonnier d'un soi-disant mandat sur le moyen (l'euro) qui empêcherait d'appliquer la finalité de ce mandat (la fin de l'austérité).

Les arguments économiques pour une sortie de l'Euro commence à être connu : le retour au moins temporaire à une monnaie nationale permet de donner un bol d'air à l'économie propre, de se soustraire au pouvoir de contrainte de la BCE et à retrouver une souveraineté budgétaire, d'avoir toute la liberté pour nationaliser le système bancaire, de relancer de manière indépendante l'activité économique, les services publics, la transition énergétique ...

Pour prendre le débat par un autre bout , on a beaucoup dit avec raison que le gouvernement grec était dramatiquement isolé y compris du point de vue du soutien du mouvement social européen et dans les différents pays. C'est absolument indéniable et cela renvoie en France à nos difficultés : l'état du FDG et l'affirmation d'une alternative politique. Mais on a pu faire le même constat en Espagne à peu de choses près, qui n'a pas du tout les mêmes difficultés que nous. Toute chose égale par ailleurs on n'a pas assisté non plus en Grèce au déploiement d'un mouvement social, même si les mobilisations n'ont pas été absentes loin de là, qui aurait pu pousser et stimuler la politique gouvernementale

Sans gommer les propre causes liées au mouvement social et politique en Europe et dans les différents pays, on peut émettre l'hypothèse que l'absence de mesures unilatérales de rupture avec les Traités et l'UE a produit ce résultat étrange d'un climat attentiste suspendu aux négociations mais dont le jeu était ailleurs, sans prise possible, dès lors qu'aucune brèche dans la chape de plomb de l'UE ne permettait au mouvement social et politique de s'engouffrer, y compris en Grèce. Le marathon des négociations sans mesures mettant en cause le carcan européen a pu ainsi paralyser le mouvement social.

On a un peu entrevue a contrario cette possibilité lors de la séquence qui a suivi l'annonce du referendum jusqu'au magnifique résultat du non, qui a précisément été une décision souveraine unilatérale qui a ébréché le carcan néolibérale et despotique de l'UE et a provoqué un réel enthousiasme sur tout le continent.

De fait cela vaut aussi pour les scénarios de sortie de l'euro et de retour à une monnaie propre qui devrait s'accompagner dans le même mouvement d'un appel à une monnaie commune basée sur des critères de convergences sociales et environnementales, de solidarité etc ... pour à la fois battre en brèche l'option nationaliste et en même temps déployer un dispositif pour dynamiser l'euro à même de déclencher un effet d'entraînement dans une perspective européenne internationaliste.

Alain E ! montreuil.